



# LA RECHERCHE FACE À UN MILITANTISME ” SUPRANATIONAL ” : LE CAS DE L’UNION EUROPÉENNE DES FÉDÉRALISTES

Bertrand Vayssière

## ► To cite this version:

Bertrand Vayssière. LA RECHERCHE FACE À UN MILITANTISME ” SUPRANATIONAL ” : LE CAS DE L’UNION EUROPÉENNE DES FÉDÉRALISTES. Le militantisme pour l’Europe, Mar 2007, Paris, France. pp.63-79. hal-00749095

**HAL Id: hal-00749095**

**<https://hal.science/hal-00749095>**

Submitted on 7 Nov 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# LA RECHERCHE FACE À UN MILITANTISME « SUPRANATIONAL » : LE CAS DE L'UNION EUROPÉENNE DES FÉDÉRALISTES<sup>1</sup>

Bertrand Vayssière, université Toulouse II- Le Mirail

## INTRODUCTION

L'Europe a toujours suscité d'âpres débats autour de la meilleure manière de la construire : fédéralistes contre unionistes, les premiers désireux de construire une Europe communautaire et intégrée, les seconds soucieux de préserver les identités nationales et les indépendances. Ce débat, qui se prolonge encore sous nos yeux, apparaît de façon récurrente dès les années d'après-guerre. Car l'utopie européenne a alors été portée par un grand nombre de mouvements, parmi lesquels l'*Union Européenne des Fédéralistes (UEF)* s'est toujours voulue comme pionnière. Il nous a paru intéressant d'orienter nos recherches autour de l'histoire de cette *UEF* dont la doctrine se voulait originale, voire révolutionnaire. Frappés par l'impuissance des vieux Etats-Nations à empêcher la conflagration de 1939-45, les militants de l'*UEF*, qui se rattachent majoritairement aux divers courants de la Résistance, voulaient œuvrer en faveur d'un nouvel idéal politique, qui fût commun à la « grande Europe ».

Une première question se pose alors : quelles ont été les sources doctrinales de l'*UEF* ? Car en 1945, le fédéralisme n'est pas une pensée nouvelle. Déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, Tocqueville et Proudhon admettaient que le fédéralisme (qu'ils appelaient de leurs vœux) n'advierait pas en leur siècle. Il convient aussi de s'interroger sur les composantes idéologiques de cette doctrine, d'en saisir les articulations dans le contexte général de la Guerre froide, qui tempère bien vite les espoirs euphoriques de l'immédiat après-guerre. Au demeurant, il semble aussi nécessaire de démêler les fils de la pensée fédéraliste, afin de dégager la spécificité de l'*UEF* par rapport aux autres mouvements, tantôt alliés tantôt concurrents, qui se réclament tous du même idéal pro-européen. En tant que fédérateur, l'*UEF* apparaît comme une plate-forme ouverte à des mouvements éclatés, un forum qui prétend donner une dimension européenne à des combats qui butaient sur les limites nationales, et qui part du principe que « l'Europe ne tombe pas du ciel »<sup>2</sup>.

En étudiant les structures de ce mouvement, on peut se rendre compte d'une autre caractéristique - paradoxale - de son mode de fonctionnement : au début, l'*UEF* s'inspire d'un élitisme digne de clubs intellectuels non-conformistes, élitisme qui confie aux « chefs » la parole et la prise de décision. Ces « penseurs », vraies figures de proue du mouvement, qui peuvent renforcer l'unité des fédéralistes comme, tout aussi bien, conduire parfois à une fatale « guerre des chefs », constituent l'ossature même du mouvement. Par la suite, l'*UEF* va essayer de se transformer en un groupe de pression et de se prêter à ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui une activité de « lobbying ». Mais cette mue stratégique n'ira pas jusqu'à accepter une collaboration avec les partis traditionnels, comme si l'on cherchait à conserver l'idéal du militantisme forgé durant la Résistance. Il conviendra donc de s'interroger sur les moyens mis en œuvre par ce militantisme, d'en décrire les formes, d'en préciser les limites et, surtout d'en apprécier le résultat dans le court et dans le long terme.

Cette mutation progressive de la pensée fédéraliste en formes concrètes d'action nous conduit aussi à nous interroger sur l'organisation interne de l'*UEF*, sur les rapports qui pouvaient

---

<sup>1</sup> Cet article s'inspire de la thèse que nous avons menée sous la direction de M. Gérard Bossuat et M. Rémy Pech, soutenue en 2000 à l'université Toulouse Le Mirail, intitulée *Un groupe de pression européen : l'Union européenne des Fédéralistes (1940-1956)*, et publiée depuis sous le titre *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, Peter Lang, Bruxelles, 2006.

<sup>2</sup> Pour reprendre le titre d'un ouvrage qu'Altiero Spinelli publiera plus tard : *L'Europa non cade dal cielo*, Bologna, Il Mulino, 1960.

exister entre l'élite des « leaders » et la base des militants ; à définir aussi la nature même du « militantisme » pro-européen ; à voir enfin les liens « organiques » qui pouvaient rattacher l'*UEF* - instance fédérale suprême - aux mouvements qui se réclament d'elle...

Une dernière question se pose autour de la contribution d'un appareil idéologique - l'*UEF* - qui a fonctionné pendant une décennie décisive pour la gestation de l'Union européenne ; car si l'Union européenne prend corps avec les Traités de Rome en 1957, c'est durant l'époque chaotique de la Guerre froide (1947–1953) qu'elle a été imaginée et préparée. Travailler sur l'histoire de l'*UEF*, c'est aussi une manière d'assister à cette conception laborieuse, difficile, contradictoire, un projet que les grands leaders de l'*UEF* ont porté en eux, dans la douleur, dans le doute, tout en découvrant, aussi, qu'il peut exister un profond hiatus entre l'utopie rêvée et la réalité de l'action militante.

Nous souhaitons ici nous contenter de présenter l'aspect pratique d'une recherche qui dépasse les frontières, à l'image de l'objet d'étude que l'on se propose d'analyser. Cette particularité annonce-t-elle l'existence d'un domaine qui serait d'emblée « européenisé », et qui nécessiterait par conséquent une approche et une méthode particulières de la part du chercheur ? Nous souhaiterions élucider cette question en voyant successivement la problématique que nous avons adoptée, les archives qui se sont présentées à notre analyse, et enfin les particularismes des réalités vivantes que nous avons observées. Nous espérons ce faisant avancer la réflexion sur le concept de « militantisme européen ».

## **I-Questionnements de départ.**

L'organisation très « fédéraliste » de l'*UEF* permet une approche historique qui a un double intérêt pour le chercheur : elle permet de comparer le dynamisme des différents mouvements et, par-là même, de juger quels sont les pays où la pensée fédéraliste peut, pour des raisons politiques ou culturelles, s'enraciner. Notre étude doit comprendre comment sont formulés les axes directeurs et s'opère la synthèse de cultures politiques différentes dans une structure inédite. L'approche qui en découle diffère donc de celle privilégiée par certains travaux déjà tentés sur le militantisme fédéraliste mais limités à un cadre strictement national, ce qui semble contradictoire avec les buts et la philosophie d'un mouvement européen, dont les mécanismes de coordination intéressent autant que les réalités de l'application<sup>3</sup>. Le questionnement qui concerne l'évolution interne de l'*UEF* consiste ainsi à se demander si cette organisation parvient à relever un double défi : passer de l'élitisme de ses devanciers à un mouvement de militants, voire de masse ; dans le même temps, réussir, dans l'idéologie et dans l'action, la synthèse entre des organisations membres enracinées dans leurs nations.

### ***1) Comment s'opère le passage de l'idée à l'action ?***

La forme militante qu'entend se donner l'*UEF* souligne l'aspect révolutionnaire revendiqué par les fédéralistes : l'idée d'Europe correspondant, au moment de la Libération, à celle du renouveau, l'*UEF* doit être un mouvement de militants. On peut voir dans cette volonté le désir de rompre avec un passé où le débat européen, principalement dans l'entre-deux-guerres, restait très élitiste et sujet à l'inconstance du contexte politique. La construction européenne devient le sujet unique et central dans le discours de l'*UEF*, et le Fédéralisme est présenté comme sa seule forme d'expression politique, économique et sociale. Comme l'explique dès 1944 Ernesto Rossi, l'un des premiers zéloteurs de l'idéal fédéraliste de l'après-guerre,

---

<sup>3</sup> Voir en particulier le travail classique, mais de plus en plus daté, d'Alain Greilsammer, *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, Presses d'Europe, Paris, 1975, ou celui, très engagé, de Christophe Réveillard, *Les premières tentatives de construction d'une Europe fédérale, des projets de la Résistance au Traité de la CED (1940-1954)*, Paris, Ed. François-Xavier de Guibert, 2001.

« Nous devons sortir des cénacles académiques pour développer une action proprement politique »<sup>4</sup>. Pour qu'un tel changement puisse s'opérer, il faut une pensée claire, des leaders capables d'endosser et de personnaliser le débat, des militants en assez grand nombre pour rendre ce même débat crédible, une opinion et des gouvernements attentifs au thème de la reconstruction. Or, tous ces ingrédients semblent apparaître pendant et après la guerre. Certes, on doit noter la contradiction qui existe entre la forme militante de l'*UEF* et des origines doctrinales basées sur la confidentialité et l'intellectualisme, tels qu'ils ont toujours été associés en Europe à la pensée fédéraliste.

Autre aspect : l'*UEF* est un mouvement qui se veut respectueux de la pensée fédéraliste dans son fonctionnement même, c'est-à-dire qu'elle ne fait que « chapeauter » les organisations membres, qui varient elles-mêmes de pays à pays (représentation fédéraliste monolithique en Italie, très éclatée en France). L'*UEF* est avant tout un forum capable de donner plus d'écho et de crédibilité à ces mouvements épars. En tant que centre d'impulsion, l'*UEF* dynamise et popularise une pensée exprimée dans les cercles fermés d'avant-guerre, bien que ces cercles, répartis dans les différents pays, gardent jalousement leur indépendance. Cette spécificité est d'ailleurs à l'origine de certaines lacunes dans les sources qui handicapent notre recherche et ne nous permettent pas toujours de bien cerner les rapports entre l'*UEF* et les groupes nationaux. Nombreuses sont les lettres de rappel envoyées par les responsables de l'*UEF* aux différents mouvements adhérents pour qu'ils fassent parvenir les informations ou, plus grave, l'argent nécessaires à la cause commune. Il faut également rappeler que s'applique à l'*UEF* ce qui est connu sous le nom de principe de subsidiarité, un des piliers de la pensée fédéraliste : l'organisation décide des lignes directrices du combat, les modalités d'application dépendent des mouvements-membres. Il faut préciser que le militant de l'*UEF* ne peut être approché que de manière indirecte, puisqu'il est avant tout militant de l'organisation adhérente. C'est pourquoi notre travail insiste beaucoup sur les congrès, dont la préparation revient aux principaux dirigeants du mouvement, mais dont les discussions et les répercussions concernent l'ensemble des fédéralistes.

## **2) *Quelle est la place de l'UEF dans la mouvance pro-européenne ?***

Le Congrès de La Haye de mai 1948, premier rassemblement d'envergure des mouvements militant pour la construction européenne, est traditionnellement associé au renouveau de l'idée européenne et à l'unité qui existerait entre ces mouvements quant aux objectifs à atteindre. Des hommes politiques de premier plan, tels que Winston Churchill ou Léon Blum, associent à cette occasion leurs noms à la revendication d'une formule politique qui dépasse les frontières des pays européens, au nom de l'intérêt commun (certains pessimistes diront qu'ils l'ont fait à un moment critique de leur carrière politique). Ce mouvement aboutit l'année suivante à la mise en place de la première instance politique européenne digne de ce nom, le Conseil de l'Europe, installé en mai 1949 à Strasbourg. Cette façon de présenter l'Europe naissante, dont nos manuels scolaires voient l'affirmation dans le Plan Schuman puis dans les Traités de Rome, évite d'entrer dans les subtilités qui suffiraient à remettre en cause l'unanimité affichée à La Haye et que l'histoire de l'*UEF* illustre.

Tout cela rappelle combien vague est la notion d'« européen ». Après la Seconde Guerre mondiale, « européisme » est d'un emploi beaucoup plus compliqué, dans la mesure où l'idée européenne a revêtu de nombreuses nuances et, par conséquent, recouvre de multiples

---

<sup>4</sup> Lettre d'Ernesto Rossi à Adolfo Omodeo, 10 décembre 1944, WL-27, *Archive Storiche delle Comunità europee*, Florence.

fondements idéologiques, parfois opposés<sup>5</sup>. L'UEF devient, très vite, dans le camp des européistes, un « trouble-fête » qui cultive sa différence dès son deuxième Congrès (Rome, novembre 1948), tout en jouant parfois le jeu de la collaboration avec les autres mouvements, quand les circonstances l'exigent (comme le montre l'exemple des relations houleuses entretenues avec le *Mouvement Européen*).

Il est donc essentiel de ne pas faire une étude en vase clos, connaissant l'importance du dynamisme européiste de l'après-guerre : il serait même absurde de couper l'UEF de ses différents partenaires, dont elle a parfois besoin pour mieux faire entendre sa voix lorsqu'il y a cause commune (par exemple, à l'occasion de la campagne pour la création du Conseil de l'Europe).

### 3) *Quel est le rôle de la Guerre froide dans le développement de l'UEF ?*

Le fédéralisme tel qu'il est exprimé dans les écrits isolés de la Résistance va devoir tenir compte, après la guerre, d'une conjoncture que l'on imaginait mal dans le feu du combat. C'est tout le drame d'un mouvement qui avait pour but de créer un ensemble continental que de changer peu à peu son fusil d'épaule pour se concentrer, bon gré mal gré, sur son seul appendice occidental. L'UEF doit entamer ce « virage pragmatique » qui explique à lui seul les soupçons de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis vite formulés à l'encontre de ceux qui défendent l'Europe, parfois même par d'anciens compagnons de route tels que les « non-conformistes » de la revue *Esprit*. On verra que l'UEF connaît deux périodes différentes en fonction de ce virage : idéaliste et très préoccupée de questions doctrinales dans un premier temps, celui de la mise en place du mouvement, elle accepte de s'engager dans l'action politique et militante à une époque où anticommunisme rime avec construction européenne et où la quête de l'argent nécessaire passe souvent par Washington.

## II- Etat critique des sources.

Nous effectuons ici une présentation typologique et critique des fonds disponibles pour le chercheur. Nous en profitons pour indiquer les forces et les faiblesses de cette documentation, très variables selon les aspects étudiés. Avant de présenter les archives consultées, nous aimerions dire un mot sur le centre qui en abrite la quasi-totalité : les *Archives Historiques des Communautés Européennes* ont été créées le 17 décembre 1984, à l'issue d'un contrat signé ce jour entre la Commission des Communautés Européennes et l'Institut Universitaire Européen. Elles se sont établies dans les locaux de la Villa Il Poggiolo, sur les hauteurs de Florence. On peut y trouver des versements légaux en provenance des institutions communautaires de Bruxelles et de Luxembourg, des dépôts d'archives privées de personnalités ou d'organisations internationales ayant œuvré à l'intégration européenne ; on peut également y consulter les imprimés officiels des Communautés européennes, ainsi que les livres d'une bibliothèque très riche. Les Archives se trouvent donc être pour tout chercheur sur l'intégration européenne une mine dont un premier contact sur Internet peut donner l'idée<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Yannick Muet, *Le débat européen dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Economica, 1997, p.26. Le néologisme « européisme » a été employé par Jules Romain dès 1915, en particulier dans la série d'articles à destination des journaux américains qu'il réalisait au moment de la guerre, rassemblés en 1933 sous le titre *Problèmes européens*, Paris, Flammarion. Rappelons que l'écrivain a eu un rôle très actif dans les mouvements européens de l'après-guerre, notamment au sein de l'UEF, au moment de la campagne pour la Communauté européenne de défense. On entendra « européisme » au sens le plus large: sympathie ou activité en faveur des idées d'organisation à l'échelle européenne, sans préjuger de la couleur politique ou du cadre que l'on veut prêter à cette organisation.

<sup>6</sup> <http://www/iue.it>. On peut trouver une présentation des Archives par son directeur Jean-Marie Palayret, dans « Les Archives historiques des Communautés européennes », *Annuaire d'histoire administrative européenne*

*a) Absence de documentation sur les débuts du mouvement.*

La fondation même de l'*UEF* reste largement une énigme. Les sources sont en effet quasiment nulles pour l'année 1946 et encore très irrégulières pour l'année 1947<sup>7</sup>. La conséquence principale en est que l'on est obligé de se référer à des témoignages publiés sur la création et les premiers moments de l'*UEF*, témoignages qui n'engagent, comme toujours, que leurs auteurs, mais qui nous rappellent l'importance des origines culturelles et des appartenances politiques initiales dans la vision et les attentes que l'on a de l'aventure fédéraliste<sup>8</sup>. Les six premiers mois de l'*UEF* nous sont donc quasiment inconnus, et les archives ne deviennent conséquentes qu'à partir de la rencontre d'Amsterdam (avril 1947) et surtout du premier congrès à Montreux (août 1947) qui marque le début d'une documentation continue.

*b) L'administration interne de l'UEF.*

Certains documents permettent de s'attaquer aux problèmes concernant les buts et les moyens de l'*UEF* : il s'agit, en particulier, des statuts qui reflètent les ambitions des fondateurs, notamment en ce qui concerne les particularités d'un système qui se veut, dès le départ, trans-européen et fédéraliste jusque dans sa propre organisation.

En ce qui concerne l'organisation interne de l'*UEF*, une étude simultanée des différents rouages (administration financière, Comité central, Bureau exécutif, Secrétariat général) met en lumière l'activité d'un « groupe de pression idéologique », et non d'un parti politique, dans les tâches quotidiennes comme dans les activités d'envergure plus large. L'étude de la vie courante de l'*UEF* s'appuie sur une très dense correspondance (celle du Secrétariat général pour la seule période 1947-1960 couvre 65 dossiers !) avec un réseau d'adhérents de plus en plus important.

*c) L'action militante et les rapports des congrès.*

Un autre thème apparaît à la lecture de ces fonds, celui de l'action militante que l'on peut aborder selon trois approches :

- Congrès : renseignements sur les grandes tendances idéologiques, les grandes questions d'actualité et les solutions que l'on compte y apporter. Ces Congrès sont au nombre de six et sont des moments privilégiés de l'histoire de l'*UEF* puisque les débats opposant les fédéralistes entre eux y sont consignés.

- Campagnes d'action : c'est sûrement l'étude qui renseigne le mieux sur les ambitions et l'identité profonde de ce mouvement. Ces campagnes renseignent en particulier sur les différents résultats des fédéralistes de pays à pays, et donc sur l'inégalité de l'impact fédéraliste dans les opinions et les appareils politiques nationaux (campagne pour un Pacte européen fédéral, campagne autour du Conseil européen de vigilance).

- Rapports : les ressemblances sont fortes avec l'approche précédente, mais il s'agit là d'un travail de proposition, autre versant de l'activité d'un groupe de pression, dans lequel on

---

(JEV), 1992, 4. Le même a effectué une claire mise à jour avec Ana Franqueira, *Guide des Archives historiques des Communautés européennes*, Florence, 1998.

<sup>7</sup> Ce constat a été fait par ceux-là même qui, à Florence, ont été chargés de l'inventaire des fonds de l'organisation fédéraliste : Catherine Previti-Allaire, "Considérations historiques en marge de l'inventaire du fonds 'Union européenne des fédéralistes'", *Ricerche Storiche*, anno XXVI, numero 2, maggio-agosto 1996, pp.469-482.

<sup>8</sup> Citons ici deux auteurs dont la bibliographie en entier mériterait de figurer ici pour illustrer ces différences de bases et d'horizons autour de l'idée de fédéralisme européen : le Néerlandais Henri Brugmans et l'Italien Altiero Spinelli.

peut trouver de multiples contributions (rapports, mémorandums) et un aperçu des grands débats du moment.

La documentation n'est pas très sûre en ce qui concerne deux aspects importants de la vie d'un mouvement quel qu'il soit. Le premier concerne le nombre d'adhérents, pour lequel nous ne pouvons compter que sur des approximations tout au long de la période : l'*UEF* se voulant par nature un mouvement fédéraliste, certains renseignements restent à la discrétion d'organisations-membres avares de chiffres. Ainsi, dans une réponse à Robert Bichet qui lui demandait le nombre d'adhérents à l'*UEF* (1949), Henri Frenay reste dans le vague et répond : « Vous le savez, peut-être, l'*UEF* comprend dans les différents pays libres à peu près 120.000 membres que, naturellement, nous ne connaissons pas, puisque nous n'avons pas de fichier central. Nous ne sommes nous-mêmes qu'une Fédération de Mouvements »<sup>9</sup>.

Pour les mêmes raisons statutaires, on ne peut avoir qu'une vision fragmentaire de l'administration financière de l'*UEF* : le budget, on peut le voir dans certaines lettres désespérées du Secrétaire Général, est un problème quotidien pour l'*UEF*, qui n'a aucun moyen de contraindre les mouvements-membres à payer leurs cotisations, et qui, bien souvent, doit se contenter d'expédients (parfois substantiels) que l'on peut repérer grâce à des reçus ou des dépôts épisodiques à la banque où l'*UEF* a son compte...

Le fait que le nombre de militants soit mal connu des dirigeants de l'*UEF* éclaire également une autre lacune des sources : le militant de base est pratiquement exclu de cette histoire. Ceci s'explique par des raisons d'ordre statutaire : l'*UEF* n'enregistre que l'adhésion de groupes, et refuse celle d'individus. L'*UEF* ne revendique donc que les mouvements membres, ce qui crée un filtre supplémentaire entre les dirigeants et une base dont il n'est pas toujours facile de connaître les motivations profondes.

#### *d) Les relations avec d'autres organisations.*

Le gigantesque fonds du *Mouvement européen*, le plus important en volume de ceux qui sont rassemblés aux Archives Historiques de Florence, contient les rapports entretenus entre l'*UEF* et l'organisme censé coordonner l'activité de tous les groupes européens. Sa consultation permet ainsi de se demander s'il existe ou non une stratégie commune de la part de ceux qui veulent faire l'Europe. Nous avons donc le moyen de replacer l'*UEF* dans son champ d'action européen et les spécificités dont elle se réclame, comme le montre cette pointe d'indignation et d'orgueil de Henri Brugmans, définissant les membres de l'*UEF* par comparaison avec d'autres mouvements : « Pour ma part je trouve inadmissible qu'on relègue au second ou au troisième rang des hommes qui consacrent leur vie entière à cette cause [...] Nous, Marc, Silva, Voisin, Hytte, moi-même et les autres qui nous suivent (des dizaines, des centaines, des milliers et bientôt des centaines de milliers de militants !) nous apportons au combat autre chose qu'un ralliement intellectuel. Nous y apportons toute notre existence, notre foi de tous les instants et un gaspillage fou de toutes nos forces personnelles »<sup>10</sup>.

#### *e) La presse fédéraliste.*

Autre piste, plus partielle mais qui rend son ton polémique au débat: la lecture des bulletins et des périodiques fédéralistes. Ces nombreuses publications nous permettent de mieux entrer dans les querelles idéologiques qui finiront par faire exploser l'*UEF*. La lecture de ces revues,

---

<sup>9</sup> Lettre de Henri Frenay à Robert Bichet, 20 octobre 1949, UEF-7, ASCE. Les choses évolueront peu par la suite, autorisant toutes les approximations : dans une demande similaire faite deux ans plus tard par le fédéraliste catalan Jorge Prat Ballester à Guglielmo Usellini, celui-ci estime le nombre d'adhérents à l'*UEF* à ... 250.000, Lettre de Guglielmo Usellini à Jorge Prat Ballester, Paris, 8 octobre 1951, UEF-15, ASCE.

<sup>10</sup> Lettre à Christian Monnier, 28 octobre 1947, WL-99, ASCE.

dont la durée de vie est parfois très courte, est indispensable, d'autant qu'elles sont bien souvent le seul lien qui unit les militants fédéralistes entre chaque congrès. On peut se borner à donner ici le titre des trois principaux journaux fédéralistes que nous avons utilisés : *Bulletin de l'UEF* pour l'organisation elle-même, *Fédération* pour l'expression du fédéralisme intégral<sup>11</sup> et *Europa Federata* pour le fédéralisme constitutionnel. Nous avons également utilisé les articles de certains grands quotidiens, en particulier français pour des raisons d'accessibilité, mais également parce que certains acteurs de l'UEF s'y expriment dans les grandes occasions. Parmi ces quotidiens, *Le Monde* a une place de choix, car on y trouve, notamment à partir de 1950, une tribune de grande qualité sur les problèmes que posent l'armée européenne et ses conséquences.

### III- Les acteurs en présence.

L'UEF est un mouvement européiste parmi d'autres, regroupant diverses personnalités de toute l'Europe, dont beaucoup sont issues de la Résistance. Ce passage par la Résistance se reflète dans la philosophie du groupe, dont la finalité n'est pas seulement la construction d'un cadre européen propre à régler les problèmes nationaux mais, également, le renouvellement intégral d'une vie politique et d'une structure sociale jugées caduques. Cette finalité est bien résumée par Henri Brugmans, qui nous explique ici l'origine du nom de baptême du groupe : « Le nom choisi incluait un choix doctrinal. Bien sûr, l'union fédérale de l'Europe constituait notre objectif primordial. Mais en même temps, nous voulions souligner que, pour nous, le Fédéralisme n'était pas seulement une technique de supranationalité continentale. Il signifiait aussi une philosophie politique originale, opposée au centralisme interne et au nationalisme d'Etat. Vision qui rajeunissait la démocratie dont la crise était évidente : nous rompons avec le 'monopole' du pouvoir au niveau national. Au contraire, la multiplicité des pouvoirs à différents niveaux nous parut la condition d'une diversification démocratique, imposée par l'évolution. Par conséquent : UEF plutôt qu'UFE, ce qui eût été restrictif [...] »<sup>12</sup>.

#### 1) Les organisations membres de l'UEF.

Si l'UEF se réclame d'une parfaite neutralité politique, il n'en est pas de même des mouvements membres, qui restent maîtres de leurs choix. Il serait fastidieux d'en énumérer la liste complète. On peut distinguer ces différents groupes en fonction de leur date d'apparition. Les groupes fédéralistes nés avant la guerre peuvent être qualifiés de « généralistes » : la couleur politique des membres importe peu, le groupe étant vu comme un forum d'idées qui cherche à séduire des élites de plus en plus conquises par l'idéal nationaliste. Ces groupes servent de modèle, au point de vue de l'organisation, aux mouvements nés dans l'après-guerre. Deux groupes fédéralistes membres de l'UEF sont dans ce cas. Il s'agit d'abord de l'*Europa-Union* suisse, créé en 1933. L'autre groupe est *Federal Union*, créé en 1938 à Oxford, qui rassemble socialistes et libéraux autour de l'idéal fédéraliste, et qui continuera à jouer un rôle d'impulsion fédéraliste pendant la guerre avec la création du *Federal Union Research Institute*.

Les groupes nés pendant la guerre sont résolument de gauche, au nom des principes révolutionnaires dont se targue la plus grande partie de la Résistance, et revendiquent le terme de « militants ». Ils représentent la nouvelle génération fédéraliste, très hostile aux méthodes

---

<sup>11</sup> *Fédération*, « revue de l'ordre vivant », a paru de janvier 1945 à octobre 1956, totalisant 141 numéros. Elle comptait dans son comité de rédaction des personnalités telles que Gabriel Marcel, Bertrand de Jouvenel ou Georges Vedel, et a publié des articles de nombreuses personnalités politiques de premier plan (Paul Reynaud, Edgar Faure ou Jean Lecanuet).

<sup>12</sup> Henri Brugmans, *À travers le siècle*, Presses interuniversitaires européennes, Bruxelles, pp.229-230.



du passé, et donc plus combative. Ainsi, le groupe le plus important, en nombre et en activistes, du fédéralisme européen, apparaît en plein cœur du conflit : il s'agit du *Movimento federalista europeo*, créé en août 1943 à Milan à la suite de la publication du texte le plus ambitieux du fédéralisme résistant, le *Manifeste de Ventotene* (1941)<sup>13</sup>.

Les autres groupes naissent dans les derniers jours de la guerre, et sont véritablement un produit de l'idéal résistant. En France, le *Comité international pour la Fédération européenne (CIFE)*, issu du Mouvement de libération nationale, en est l'illustration, même si son existence est relativement éphémère. Aux Pays-Bas, l'*Europeesche Actie* (devenu le *Beweging van Europese Federalisten* le 4 octobre 1947) est créé le 29 janvier 1945. En Allemagne, le mouvement *Europa-Union* (le nom a été choisi en référence au modèle suisse) naît dans la zone britannique et revendique très tôt un nombre important d'adhérents, principalement démocrates-chrétiens.

Du côté français, l'hétérogénéité est flagrante, bien que le fédéralisme intégral y soit majoritaire. Deux groupes principaux naissent à ce moment : *La Fédération*, initialement appelée *Centre d'études pour l'organisation de la société française*, est créée le 4 octobre 1944. Il s'agit du mouvement le mieux organisé (d'après les fédéralistes eux-mêmes) et le plus à droite. À côté de ce groupe se signalent les *Cercles socialistes, fédéralistes et communautaires pour une République moderne*, créés en 1945 par Claude-Marcel Hytte, ancien communiste devenu socialiste libertaire, où l'influence proudhonienne est largement revendiquée. On peut également signaler au même moment l'existence de 15 autres groupes fédéralistes français qui, par leur existence, illustrent la vaste palette politique du fédéralisme hexagonal (dont on trouve un équivalent chez les Belges).

Enfin, il faut tenir compte de groupes adhérents à l'*UEF* qui ne sont le reflet que d'eux-mêmes : ce sont les mouvements issus de pays passés, depuis 1945, sous le contrôle soviétique et qui ont donc pour charge de rappeler constamment la vocation « continentale » du fédéralisme, auxquels il faut ajouter des groupes plus « régionaux » représentant une autre « terre totalitaire », l'Espagne (mouvements basque et catalan).

## 2) La difficile définition du militant fédéraliste.

L'*UEF* ne fait donc que « chapeauter » différentes organisations fédéralistes qui ont décidé de mettre en commun leurs forces dès l'immédiat après-guerre.

On peut définir cet organisme naissant comme un groupe de pression dans la mesure où, dès le départ, on retrouve dans l'*UEF* les caractéristiques d'un ensemble à vocation idéologique, à la fois par le nombre, la détermination de ses dirigeants, le travail auprès des États ou de l'opinion : l'*UEF* multiplie les contacts personnels avec certains acteurs de la vie politique, économique et sociale et informe dans le même temps l'opinion, en organisant de nombreux meetings ou en éditant brochures, tracts et affiches destinés à un large public. Ce mouvement est alors sur tous les fronts de l'Europe, que ce soit pour la constitution d'une assemblée européenne, la mise en place d'un marché intégré ou la réalisation d'une Europe de la défense. Très tôt, le groupe fédéraliste impressionne certains observateurs par son action de propagande ainsi que par le nombre et la qualité de ses adhérents à travers l'Europe<sup>14</sup>. Cependant, l'*UEF* échappe très vite aux critères traditionnels des groupes de pression dans la mesure où il existe plusieurs États et plusieurs opinions à toucher par la propagande fédéraliste. Il faut remonter aux sources de la Résistance pour comprendre à quel point les

<sup>13</sup> Bertrand Vayssièrre, « Le Manifeste de Ventotene (1941) : acte de naissance du fédéralisme européen », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, janvier 2005, n°217, pp.69-76.

<sup>14</sup> L'Américain Arnold J. Zurcher estime que l'*UEF* « approchait les dimensions d'une organisation de masse avec un réel support multinational », *The Struggle to Unite Europe, 1940-1958*, New York University Press, New York, 1958, p.22.

fédéralistes rejettent le combat politique classique, préférant jouer le rôle d'un catalyseur auprès de forces « progressistes » quelles qu'elles soient, afin de faire aboutir dans tous les pays un projet qui ne se limite pas seulement à la forme et à la constitution d'un gouvernement.

Le militant fédéraliste, dans chacun de ces mouvements, se définit par son adhésion à des idées très générales qui portent sur l'organisation de l'Europe. Les campagnes sont décidées au plus haut niveau, et les grandes lignes en sont expliquées par une multitude de brochures qui portent le débat sur la scène publique. Le problème est que le militant de base est singulièrement absent de cette réflexion en perpétuel bouillonnement. Les statuts mêmes de l'organisation fédéraliste mettent en avant, on l'a dit, les groupes constitués plutôt que les individus et le travail préparatoire ainsi que le pouvoir de décision sont confiés à des personnalités qui maîtrisent parfaitement l'art de la parole et de la persuasion. Même si le nombre total des militants fédéralistes peut paraître substantiel et permettre ainsi de reconnaître à l'*UEF* un poids certain, ce même nombre pesé de pays à pays rappelle à quel point les groupes fédéralistes membres de l'*UEF* restent des « clubs » dont le recrutement est assez limité. L'étude de l'appartenance sociale des militants de l'*UEF* renforce d'ailleurs cette impression de confidentialité et d'élitisme : la plupart ont un niveau d'études assez élevé, et sont surreprésentés dans certaines catégories intellectuelles telles que le professorat ou le journalisme. La notion de militantisme appliquée au fédéralisme doit donc être fortement tempérée, et ceci renforce la différence entre groupe de pression et parti politique. Le militant fédéraliste semble ainsi appartenir à une catégorie très particulière de l'engagement et se montre très volatil en fonction des luttes d'influence qui divisent la direction de l'*UEF*.

## CONCLUSION :

Le mouvement fédéraliste a-t-il disparu avec l'échec de la CED ? On peut légitimement se poser la question quand on constate l'effacement progressif de tous les groupes qui se réclament de cette doctrine à partir du milieu des années cinquante. La raison de l'affaiblissement des fédéralistes est due à la conjoncture politique : après la disparition, physique ou politique, des Pères de l'Europe, les interlocuteurs gouvernementaux se font rares. A partir des négociations qui mènent aux Traités de Rome, la construction européenne paraît « dosable », contrairement à ce que l'on pensait aux heures historiques de la Libération et dans les affres de la Guerre froide la plus tendue. Inutile de préciser que l'accession du Général au pouvoir ne fait que renforcer la marginalisation des groupuscules fédéralistes.

Si l'on considère les débuts du mouvement, on peut facilement se rendre compte des difficultés auxquelles l'organisation naissante allait s'exposer : diversité des origines culturelles de ses membres et lectures différentes des événements politiques qui en découle ; méfiance générale, tous bords politiques confondus, à l'égard du débat européen ; concurrence de mouvements, certes moins importants en nombre, mais plus prestigieux en personnalités... Cependant, si tous ces handicaps font quotidiennement frôler la rupture au sein d'un mouvement dont les moyens matériels sont limités, on ne voit pas qu'il ait baissé les bras. C'est au contraire les coups du sort qui soude à chaque fois un peu plus des éléments en apparence inconciliables : perte de l'idéal résistant, de l'idée d'Europe-Troisième Force, apparition du *Mouvement européen*... Cependant, soit avec tact et prudence, sous la houlette de Henri Brugmans, soit avec autorité et audace avec Henri Frenay et Altiero Spinelli, ils ont pu profiter de toutes les opportunités politiques pour dynamiser des groupuscules, jusque-là inorganisés et isolés. S'il existe un phénomène de « génération spontanée » en politique, on

peut le trouver chez ces leaders fédéralistes de l'après-guerre, même s'ils ne sont pas ignorants des leçons du passé<sup>15</sup>.

L'échec de l'*UEF* est le signe de la fin d'un engagement inédit, rendu possible par le contexte de la Guerre froide, celui fait au nom de l'Europe, sans précédents et sans continuités. La fin de la CED révèle certaines fragilités : en tant que militantisme, le Fédéralisme n'a trop souvent été qu'une collection d'individualités, trop dépendantes d'un contexte politique qui reste aux mains d'hommes d'Etat dont ils ne sont que les conseillers, ainsi que de partis politiques avec lesquels ils n'ont jamais voulu passer de véritables alliances. Surtout, les deux dernières années, les plus dramatiques, démontrent que l'idéal fédéraliste a plus été modelé par les vicissitudes de la Guerre froide qu'il n'a modelé la construction européenne<sup>16</sup>.

Pour Henri Brugmans, la nature particulière du militantisme fédéraliste est la cause première de l'échec de l'*UEF*, dont la mort de la CED a brusquement révélé les insuffisances : « En effet, alors que les autres groupements pouvaient maintenir plus ou moins leurs positions traditionnelles, celui qui avait pris son élan à Montreux s'était trouvé particulièrement touché par le désastre. Cela s'expliquait. La *Ligue Européenne de Coopération Economique (LECE)*, qui n'avait jamais recruté à la base et s'occupait surtout de travaux de recherches spécialisés, continuait comme auparavant [avant le 30 août 1954] : la valeur de ses rapports lui donnait toujours un prestige considérable. Par ailleurs, socialistes, libéraux et démocrates-chrétiens, organisés dans leurs mouvements européens respectifs, se maintenaient tout naturellement par le contact avec les 'fractions' correspondantes à l'Assemblée Consultative et au Parlement Européen. L'*UEF*, au contraire, qui faisait appel à tous en général, mais ne pouvait s'appuyer sur aucun secteur nettement défini, ne pouvait compter que sur le nombre restreint de ses militants »<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> On peut reprendre à leur propos ce que Jean Monnet disait, dans ses *Mémoires*, des Pères de l'Europe (Adenauer, de Gasperi, Schuman et lui-même), et affirmer que ces fédéralistes appartiennent à la « génération du feu », cité dans Elisabeth du Réau, « L'Europe, du déclin à la reconstruction : d'un après-guerre à l'autre », in Jean Vanwelkenhuyzen (dir.), *Les Tumultes d'un Siècle*, Bruxelles, Complexe, 2000, p.88, article où l'auteur fait une intéressante comparaison des « générations européennes » qui succèdent aux deux conflits mondiaux.

<sup>16</sup> À l'*UEF*, il est devenu évident que la Guerre froide est nécessaire pour faire triompher la cause fédéraliste, comme le montre ce cri du cœur de Spinelli dans une lettre qu'il envoie à Henri Frenay le 22 mars 1951, à propos d'éventuelles discussions entre les Occidentaux et l'URSS sur le sort de l'Allemagne (conférences quadripartites): « Si la Conférence à Quatre fait faillite, comme je le souhaite de tout mon cœur, le problème européen redeviendra brûlant ».

<sup>17</sup> Henri Brugmans, *L'Idée européenne, 1920-1970*, Bruges, De Tempel, 1970, p.218.